

Montauban, le 06/09/23

**Affaire suivie par :** Gautier DEROY  
DREAL-Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne / Lot  
gautier.deroy@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. : 05.63.91.74.41

N/Réf : GD/2023-1080  
N° AIOT : 0006802449

**Objet :** Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.  
Réexamen IED et Porter à connaissance  
Société Nutribio –Montauban.

# **Rapport de l'inspection des installations classées**

## **à Monsieur le Préfet de Tarn-et-Garonne**

### **I – Porter à connaissance**

#### I.1 Tour de mélange de produits pulvérulents

La société Nutribio vous a transmis un porter à connaissance concernant la création d'une tour de mélange de produits pulvérulents, la création d'une nouvelle installation de production de froid à l'ammoniac et la création de 10 places de parking .

Le dossier indique que le projet implique l'augmentation des capacités des installations d'emploi d'ammoniac (rubrique 4735) et de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air (rubrique 2921) sans changer le régime actuel pour ces rubriques. Par courrier électronique du 23 août 2023, l'exploitant indique que l'atelier de mélange à sec a bien été mis en service et qu'un travail de régulation et d'optimisation a été mené sur les groupes froids existants qui s'est révélé suffisant pour absorber les besoins et qu'aucune augmentation de capacité n'a été réalisée pour les installations classées.

Le projet ne comprend aucune augmentation des capacités de transformation ou de production mais consiste uniquement à ajouter une étape supplémentaire de finalisation des produits poudres avant conditionnement. La tour de mélange sera créée en lieu et place d'un local existant et aucune extension des limites de propriété, ni augmentation de la surface d'emprise au sol existante ne sont prévues.

L'installation sera séparée des locaux existants par un mur coupe REI120. Le local sera équipé de détection incendie, dispositif de désenfumage, extincteurs et colonne sèche et les locaux électriques pourvus d'un dispositif d'inertage. Le zonage ATEX de l'établissement sera mis à jour en conséquence avant mise en service de l'installation.

Le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale ni à examen au cas par cas.

Cette modification n'est pas considérée comme substantielle considérant les critères de l'article R. 181- 46 du code de l'environnement.

## I.2 Revamping Chaufferie

Par courrier du 21 juin 2023, l'exploitant a indiqué avoir procédé au revamping de la chaufferie principale dans le but d'abaisser la puissance respective des chaudières Babcock et Alstom afin de pouvoir les utiliser simultanément tout en gardant une puissance totale inférieure à 20 MW qui correspond au seuil d'enregistrement pour rubrique 2910 de la nomenclature ICPE (installations de combustion).

Par ailleurs, l'exploitant indique avoir mis en place des éléments de récupération des calories des fumées et des brûleurs micro modulant bas Nox afin d'améliorer les performances environnementales des installations (rejets atmosphériques et performance énergétique).

Cette modification n'est pas soumise à évaluation environnementale ni à examen au cas par cas.

Cette modification n'est pas considérée comme substantielle considérant les critères de l'article R. 181- 46 du code de l'environnement.

# **II – Réexamen IED**

## **1. Contexte réglementaire**

La directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 dite IED (Industrial Emissions Directive), relative aux émissions industrielles est issue de la fusion de sept directives dont la directive IPPC – directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution.

Suite à la publication au JOUE, un délai de 4 ans est accordé aux exploitants pour se mettre en conformité vis-à-vis des nouvelles MTD. Les articles R.515-70 et suivants du Code de l'Environnement précisent les modalités de réexamen de ces établissements et l'article R.515-72 précise le contenu du dossier de réexamen.

L'établissement Nutribio situé à Montauban est soumis aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement relatives à la directive IED.

En application de cette directive, l'exploitant a proposé à Monsieur le préfet de Tarn et Garonne, lors de la demande d'autorisation d'appliquer à son établissement comme rubrique principale la **rubrique 3642-3 « installation de traitement et de transformation de matières premières animales et végétales en vue de la fabrication de produits alimentaires »**. Ceci a été acté par arrêté préfectoral d'autorisation en date du 9 novembre 2016.

Les conclusions sur les MTD associées à cette rubrique sont celles du document BREF intitulé FDM « **Industries agro-alimentaires et laitières** ».

La parution le 4 décembre 2019 au Journal Officiel de l'Union Européenne de la décision d'exécution (UE) n° 2019/2031 du 12/11/19 établissant les conclusions sur les MTD associées à la rubrique 3642 a déclenché le réexamen des conditions d'exploitation du site de Nutribio et a imposé à l'exploitant la remise sous 12 mois du dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du Code de l'Environnement. Ce dossier de réexamen a été transmis à la préfecture le 23 décembre 2020.

L'**Arrêté Ministériel de Prescriptions Générales** du 27/02/20 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au

titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710, reprend la majorité des conclusions des MTD du BREF FDM, les rendant ainsi opposables aux sites concernés par le BREF FDM.

## 2. Activité, procédés et périmètre IED

La société Nutribio a été autorisée par arrêté préfectoral en date du 15 janvier 2001 modifié à exploiter une installation de fabrication de poudres de lait sur la commune de Montauban.

### 2.1 Rubriques de la nomenclature ICPE

L'arrêté préfectoral complémentaire du 14 mars 2023 met à jour la situation administrative de l'établissement et prend acte que l'établissement Nutribio relève de la rubrique principale 3642-3 « installation de traitement et de transformation de matières premières animales et végétales en vue de la fabrication de produits alimentaires », unique rubrique IED du site.

| Ensemble   | Sous-ensemble                | Atelier ou équipement   | Rubrique IED | Présence site | Liaison technique | Emissions | Connexité    |
|--|------------------------------|---|--------------|---------------|-------------------|-----------|--------------|
| Ateliers réception et prétraitement, fractionnement et concentration, concentration et séchage | Procédé alimentaire          | Ensemble des ateliers de transformation et conditionnement  | 3642         | -             | -                 | -         | -            |
|  | Installations de lavage      | NEP et stockage de produits chimiques associés (acide, soude)   | -            | X             | X                 | X         | connexe 3642 |
|  | Combustion                   | Puissance totale : 25,9 MW<br>1 chaudière gaz naturel : 11,6 MW<br>1 chaudière gaz naturel de secours : 6,8 MW<br>1 chaudière gaz naturel : 0,29 MW<br>1 brûleur tour : 4,5 MW<br>1 brûleur tour : 2,6 MW<br>(15 MW < P installation < 50 MW ; P appareils < 15 MW) | -            | X             | X                 | X         | connexe 3642 |
|  |                              | Chaudière (hors émissions atmosphériques)   | -            | X             | X                 | X         | connexe 3642 |
|  |                              | Entrepôts couverts de produits conditionnés   | -            | X             | X                 | -         | -            |
|  | Stockages                    | Tanks de stockage des matières premières (lavages)  | -            | X             | X                 | X         | connexe 3642 |
|  |                              | Tanks de stockage des matières premières (hors lavages)   | -            | X             | X                 | -         | -            |
|  |                              | Local et stockages de produits chimiques petits contenants  | -            | X             | X                 | X         | connexe 3642 |
|  |                              | Cuve eau et château d'eau   | -            | X             | X                 | -         | -            |
|  | Maintenance et énergies      | Cuves de gaz liquéfié alimentaire (N2 et CO2)   | -            | X             | X                 | -         | connexe 3642 |
|  |                              | Production de froid par ammoniac (575 kg)   | -            | X             | X                 | X         | connexe 3642 |
|  |                              | Equipements frigorifiques (580 kg - R134a, R410 A )   | -            | X             | X                 | X         | connexe 3642 |
|  |                              | Installations de refroidissement (3 tours aéroréfrigérantes)  | -            | X             | X                 | X         | connexe 3642 |
|  |                              | Production d'air comprimé   | -            | X             | X                 | X         | connexe 3642 |
|  |                              | Ateliers de charge d'accumulateurs (1 atelier)  | -            | X             | X                 | -         | -            |
|  |                              | Atelier de maintenance  | -            | X             | X                 | -         | -            |
|  |                              | Transformateur, TGBT  | -            | X             | X                 | -         | -            |
|  |                              | Collecte des EP (réseau séparatif sur site)   | -            | X             | -                 | X         | -            |
|  |                              | Stockage déchets  | -            | X             | X                 | X         | connexe 3642 |
|  |                              | Alimentation en eau   | -            | X             | X                 | X         | connexe 3642 |
| Reste du site  | Bureaux et administration    | Utilités (énergies, chauffage, froid, eau)  | -            | X             | -                 | X         | -            |
|  |                              | Déchets   | -            | X             | -                 | X         | -            |
|  |                              | Cuves de produits chimiques (chlorure ferrique, polymères)  | -            | X             | X                 | X         | connexe 3642 |
| Station d'épuration  | Traitement des rejets aqueux | Station de traitement + stockage des boues  | -            | X             | X                 | X         | connexe 3642 |

X : atelier ou équipement concerné par la présence sur site, la liaison technique ou la production d'émissions  
- : atelier ou équipement non concerné par la présence sur site, la liaison technique ou la production d'émissions

### 2.2 Périmètre IED dont activités connexes

Le périmètre IED de l'établissement comporte les installations suivantes :

## 2.3 BREF principal et BREF secondaires - MTD concernées

Le BREF associé à la rubrique principale est le BREF FDM « Food Drink and Milk ». Ainsi les conclusions des MTD - Meilleures Techniques Applicables – du BREFs FDM s'appliquent à l'établissement.

L'analyse de la conformité est faite par rapport aux MTD du BREF principal.

L'exploitant a également transmis une analyse de compatibilité aux BREFs transversaux/secondaires suivants :

- émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac (EFS) ;
- Système de refroidissement industriels (ICS) uniquement pour le choix de la nouvelle installation ;
- VLE du BREF LCP

L'exploitant a écarté après analyse et justification l'analyse de compatibilité aux BREF suivants (secondaires ou transversaux) : LCP, CWW, WT, SA, LVOC, CLM, ROM, ECM et ENE, soit parce qu'ils ne s'appliquent pas aux installations, soit parce que les MTD sont déjà couvertes par celles du BREF principal.

## 3. Avis de l'exploitant sur la nécessité de revoir les conditions d'autorisation

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant indique solliciter l'abandon de la surveillance des teneurs en chlorures dans les rejets aqueux car les teneurs sont stables et proches de 100 mg/l (VLE fixée à 4 000 mg/l). La société procède actuellement à une analyse annuelle alors que la MTD4 du BREF FDM préconise une surveillance mensuelle de ce paramètre.

En dehors de ce point, l'exploitant conclut à l'absence de nécessité de mettre à jour les prescriptions applicables au site compte tenu de l'opposabilité de l'arrêté ministériel de Prescriptions Générales du 27/02/20 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710.

### Analyse de l'inspection :

***La demande d'abandon de la surveillance de chlorure est insuffisamment justifiée. L'inspection considère que l'exploitant doit procéder à une surveillance plus fréquente de ce paramètre en conformité avec la MTD4 (reprise dans l'Arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710) avant de solliciter un éventuel allègement de cette fréquence de mesure.***

## 4. Comparaison du fonctionnement des installations par rapport aux MTD définies dans les conclusions sur les MTD et BREF applicables

L'exploitant s'est positionné de la manière suivante sur les MTD applicables à son installation :

### Pour les MTD suivantes, l'exploitant a justifié de la mise en œuvre des MTD :

FDM 1 (système de management environnementale), FDM2 (inventaire des flux), FDM3 (suivi des paramètres clés), FDM4 (surveillance des émissions dans l'eau), FDM6 (augmenter l'efficacité énergétique), FDM7 (réduire la consommation d'eau et d'effluents rejetés), FDM8 (réduire l'utilisation de substances dangereuses), FDM9 (éviter ou réduire l'utilisation de substances dangereuses), FDM 10 (améliorer l'efficacité de l'utilisation de ressources), FDM11 (prévention des émissions accidentelles), FDM12 (réduire les émissions dans l'eau), FDM13 (plan de gestion des émissions sonores), FDM14 (techniques de réduction des émissions sonores), FDM15 (plan de gestion des odeurs), FDM21(efficacité énergétique et ratio eau), FDM22 (réduire les déchets)

EFS 1 (conception du réservoir), EFS2 (inspection et entretien), EFS3 (localisation et agencement), EFS7 (systèmes spécialisés), EFS17 (procédures opérationnelles et formation), EFS18 (fuites dues à la corrosion et/ou à l'érosion), EFS19 (procédures opérationnelles et instrumentation pour éviter les débordements), EF20 (instrumentation et automatisation pour éviter les fuites), EFS2 (protection des sols autour des réservoirs, EFS24 (protection contre l'incendie), EFS25 (équipement de lutte incendie), EFS26 (confinement des produits extincteurs), EFS28 (formation et responsabilités), EFS29 (zone de stockage), EFS30 (séparation et isolement), EFS31 (confinement des fuites et des produits extincteurs), EFS32 (équipement de lutte incendie), EFS33 (prévention de l'inflammation), EFS34 (réduction des émissions), EFS35 (réduction des débordements), EFS36 (protection du sol), EFS41 (inspection et entretien), EFS44 (sécurité et gestion des risques), EFS45 (procédures opérationnelles et formation) EFS46 (conception des canalisations), EFS47 (réduction nombre brides et raccords), EFS48 (sélection et entretien des joints), EFS49 (corrosion interne des canalisations), EFS 50 (corrosion externe des canalisations), EFS 53 (installation et entretien pompes et compresseurs), EFS54 (étanchéité pompe), EFS 55 (étanchéité compresseurs)

L'exploitant a justifié la mise en œuvre du BREF ICS (aide au choix d'une installation) pour l'installation de refroidissement à l'ammoniac prévue dans le cadre du porter à connaissance de tour de mélange de produits pulvérulents. Cette installation de refroidissement n'a finalement pas été mise en œuvre (cf I.1).

**Pour les VLE du BREF LCP, l'exploitant prévoit une mise en conformité en décembre 2023 par la mise en place de filtres à manches sur les deux tours de séchage, même si ces VLE ne sont pas formellement opposables aux installations.**

## **5. Rapport de base**

Dans son dossier, l'exploitant a analysé la nécessité de constituer un rapport de base.

A l'issue de l'examen des critères dans la démarche d'élaboration du rapport de base, et compte tenu des conditions de stockage et d'utilisation des produits dangereux sur site, l'exploitant considère qu'aucune substance dangereuse pertinente retenue ne présente un risque réel de contamination du sol ou des eaux souterraines justifiant l'élaboration d'un rapport de base.

## **6. Demande de dérogation**

Considérant que toutes les conclusions MTD des BREF FDM, EFS et ICS applicables pouvaient être respectées sans difficulté dans le cadre de l'exploitation de son établissement, la société Nutribio n'a pas formulé de demande de dérogation, au sens de l'article R. 515-68 du Code de l'Environnement.

### III – Proposition de l’inspection des installations classées

En application du I de l’article R. 515-70 du Code de l’Environnement, les prescriptions dont est assorti l’arrêté préfectoral d’autorisation du 15 janvier 2001 modifié devaient être réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 du Code de l’Environnement dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l’Union européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnée à l’article R. 515-61.

En conclusion, considérant que :

- l’intégralité des MTD du BREF « FDM » sont reprises soit dans l’arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l’agroalimentaire relevant du régime de l’autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 ;
- la demande d’abandon de la surveillance mensuelle du chlorure dans les rejets aqueux prévue dans la MTD4 du BREF FDM et l’arrêté du 27 février 2020 est insuffisamment justifiée ;
- il est pertinent d’actualiser l’arrêté préfectoral d’autorisation du 15 janvier 2001 modifié pour le mettre en cohérence avec l’arrêté ministériel du 27 février 2020 précité ;
- les modifications consistant à procéder au revamping des chaudières et à la création d’une tour de mélange ne sont pas substantielles conformément à l’article R. 181-46 du code de l’environnement ;
- il est pertinent d’actualiser l’arrêté préfectoral d’autorisation du 15 janvier 2001 modifié pour mettre à jour la situation administrative suite aux modifications susvisées.

Dans ces conditions l’inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Tarn et Garonne de :

- transmettre à l’exploitant pour avis sous 1 mois le projet d’arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport ;
- notifier par courrier à l’exploitant du site Nutribio l’application de l’arrêté **Ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l’agroalimentaire relevant du régime de l’autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710**. Cet arrêté s’applique sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux applicables au site ;
- d’indiquer la prise en compte de la modification concernant le revamping des chaudières et la création d’une tour de mélange et que cette modification n’est pas substantielle.

| Rédacteur  | Vérificateur   | Approbateur  |
|--|--|--|
| L’inspecteur de l’environnement<br> | La chargée de mission eau<br>Inspectrice de l’environnement<br> | La cheffe du département des risques chroniques<br> |
| Gautier DEROY  | Agathe FLOTTES   | Cécile LEPAN   |